

Précarité socio-économique, structuration des dépenses de consommation et stratégies de résilience des ménages de producteurs de cacao en côte d'Ivoire

Socioeconomic insecurity, structuring consumer spending and resilience strategies of cocoa-producing households in Côte d'Ivoire

TANOH Fabrice

Enseignant-chercheur
Université Peleforo Gon Coulibaly (UPGC) de KORHOGO
Laboratoire de Sociologie Économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques
(LAASSE)
COTE D'IVOIRE

Danhi Alice

Enseignant-chercheur
Université Jean Lorougnon Guédé (UJLG) de DALOA
Laboratoire de Sociologie Économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques
(LAASSE)
COTE D'IVOIRE

Date de soumission : 16/11/2023

Date d'acceptation : 05/02/2024

Pour citer cet article :

TANOH. F. & DANHI. A. (2024) « Précarité socio-économique, structuration des dépenses de consommation et stratégies de résilience des ménages de producteurs de cacao en côte d'Ivoire », Revue Internationale du chercheur «Volume 5 : Numéro 1» pp : 19-43

Résumé :

Cette étude met en évidence que le problème de la balance déficitaire de la structure globale des dépenses de consommation des ménages de producteur de cacao procède d'une conjugaison de facteurs exogènes (faiblesse du prix du cacao, changement climatique) et endogène (non maîtrise de la planification du budget familial et comportement ostentatoire). Elle s'appuie sur une approche mixte (qualitative et quantitative) qui a permis de réaliser 30 entretiens individuels, 6 focus groups et des questionnaires ménages avec 141 participants à l'étude. Les résultats soulignent avec acuité, qu'au-delà des motifs économiques et des facteurs climatiques, il existe des systèmes de relations (des mécanismes sociaux, des rapports spécifiques et des représentations cognitives), des dynamiques sociales, des productions symboliques, des habitudes de consommation ainsi que des dynamiques identitaires et générationnelles qui auto-entretiennent la précarité socio-économique des ménages producteurs de cacao et les maintiennent dans des formes de fragilités. Cependant, en dépit de cette situation certains ménages de producteur de cacao mobilisent de nombreuses ressources stratégiques en vue d'être résilient à cette profonde crise structurelle observée dans l'économie cacaoyère.

Mots clés : précarité ; dépenses de consommation ; système de relation ; ménage cacaoculteur ; Côte d'Ivoire.

Abstract:

This study shows that the problem of the deficit balance in the overall structure of consumer spending in cocoa-producing households stems from a combination of exogenous factors (low cocoa prices, climate change) and endogenous factors (lack of control over family budget planning and ostentatious behavior). It is based on a mixed qualitative and quantitative approach, involving individual interviews, focus groups and household questionnaires with 207 study participants. The results underline that, beyond economic motives and climatic factors, there are systems of relations (social mechanisms, specific relationships, and cognitive representations), social dynamics, symbolic productions, consumption habits, as well as identity and generational dynamics that self-perpetuate the socio-economic precariousness of cocoa-producing households and maintain them in forms of fragility. However, despite this situation, some cocoa-producing households are mobilizing numerous strategic resources to be resilient to this profound structural crisis observed in the cocoa economy.

Keywords: precariousness; consumption expenditure; relationship system; cocoa-growing household; Côte d'Ivoire.

Introduction

L'agriculture en Côte d'Ivoire occupe encore une place prépondérante dans l'économie. Le secteur agricole emploie 66 % de la population active, fournit 70 % des recettes d'exportation et représente environ 24 % de la valeur ajoutée du secteur industriel (Konan, 2013). Cette agriculture est largement dominée par la production cacaoyère qui contribue entre 15% et 20% à la formation de la richesse nationale (BCEAO, 2014). Cette activité est assurée par 600.000 producteurs et fait vivre de manière directe et indirecte un cinquième de la population ivoirienne soit 6.000.000 millions d'ivoiriens et de non ivoiriens (Gnamien, 2008 ; CCC, 2014). Le secteur de la cacaoculture est donc un enjeu stratégique dans la lutte contre la pauvreté mais bien plus un maillon essentiel dans le processus de développement économique et social de la Côte d'Ivoire.

Cependant, force est de constater qu'en dépit du rôle de structuration de l'économie ivoirienne, les ménages de producteurs de cacao plus précisément les « *petits*¹ » producteurs sont à 90% dans une situation de précarité à la fois économique et sociale (Konan, Op.cit ; CCC, 2012-2013). Selon le Conseil Café-Cacao (CCC, 2014), organe de régulation de la filière cacao, dans sa feuille de route relative à son programme Quantité-Qualité-Croissance (2QC) (2013-2023), les ménages de producteurs de cacao dans leur ensemble, présentent un cadre de vie et de travail loin d'être propice à cause du faible niveau des infrastructures communautaires de base. En effet, 60% des producteurs ont plus de 40 ans avec un niveau d'analphabétisme de 60% chez les hommes et 79 % chez les femmes. Au niveau des conditions de vie, il ressort que 64% des ménages de producteurs dépendent de l'eau de puits, 70% utilisent des latrines à fosses, 95 % utilisent le bois comme énergie domestique et 50% gagnent moins de 3 dollars par jour. En ce qui concerne la perception qu'ils ont de leur activité, 83% des producteurs affirment exercer la cacaoculture par prédestination et 68% soulignent qu'ils ne seraient pas devenus agriculteurs s'ils avaient d'autres opportunités et enfin 70% ne souhaitent pas que leurs enfants deviennent producteurs de cacao.

Ce contexte global est marqué par une fragilité économique et sociale, et une cherté de la vie qui impactent le panier de la ménagère de la majorité des producteurs de cacao ivoiriens. Dans cette

¹ Le vocable de « petits » producteurs concerne spécifiquement les producteurs possédant des exploitations agricoles en moyenne compris entre [1-5] hectares. En Côte d'Ivoire, les « petits » producteurs sont estimés à plus 700.000 acteurs. Ce qui représente plus de 90% de la production ivoirienne.

perspective, plusieurs interrogations fondamentales s'imposent. Comment se présente la structure des dépenses de consommation des ménages de producteur de cacao ? Autrement dit, comment ces ménages de cacaoculteurs arrivent-ils à nourrir, à soigner, assurer l'éducation de leurs enfants et les autres membres du ménage dans ce contexte de récession économique ?

D'un point de vue purement scientifique, l'anthropologie économique harponne la consommation dans une perspective trialiste qui met en évidence des systèmes d'action (Garabuau-Moussaoui, 2003), des dynamiques sociales et des productions symboliques de réactivation des habitudes (Kaufmann, 2001) et des dynamiques identitaires et générationnelles (Garabuau-Moussaoui, 1999). En effet, pour les anthropologues Douglas et Isherwood (1979) la consommation intègre aussi un ordre de classification sociale dans le monde moderne. Les travaux proposent une théorie de l'acte de consommation comme pratique de distinction culturelle. Pour Garabuau-Moussaoui (1999) la consommation participe à une identité de groupe. Elle définit la consommation non seulement comme un processus d'acquisition, d'échange et d'utilisation des biens, services et espaces, mais aussi comme un construit social, une production sociale, c'est-à-dire un système de comportements et de représentations qui participent de la vie sociale.

La sociologie économique dans l'analyse de la consommation, s'intéresse plus aux styles de vie des ménages qu'au montant de leurs dépenses, plus à l'usage des biens commercialisés qu'à leur mise en concurrence sur le marché et plus aux obligations sociales qu'à la rationalité des arbitrages. Ainsi, Herpin et Verger (2000) ont analysé les données des enquêtes *Budgets de familles* de l'INSEE de 1981 à 1996 dans leur étude sur les fonctions de consommation et les dépenses des ménages, montrant l'importance structurante du mode de vie dans les décisions prises par ces dernières. Mauss (1985) quant à lui indique que dans les sociétés dites « primitives » les pratiques économiques sont encastrés² dans le social. Elles se confondent ou se dissolvent dans les dimensions religieuses, symboliques et politiques des sociétés segmentaires.

Lida (2015) analysant les enjeux des dépenses de participations sociales liées au village d'origine des personnes retraités aboutit à deux principaux résultats. D'une part, le statut de chef de ménage participe au maintien des postes de dépense. Autrement dit, le maintien des postes de dépense est

² C'est Karl Polanyi qui a utilisé le terme « encastré » (*embedded*) pour signifier que, dans les communautés primitives, « les faits économiques étaient à l'origine encastrés dans des situations qui n'étaient pas par nature économiques, ni les fins ni les moyens n'étant fondamentalement matériels » (Polanyi [1965], p. 242).

corrélé au statut de chef de ménage. La dépense devient ainsi un moyen de revendication du statut social qui lui-même traduit une position dans le système de relation qui va au-delà de la sphère ménage. Cette participation sociale permet aux acteurs d'occuper des positions dans le système de relation et de les influencer.

Tanoh (2014) scrutant les logiques d'épargne dans la structuration des dépenses de consommation des ménages *Ebrié* du village d'Adjamé-Bingerville³ montre que la mobilisation de l'épargne des ménages participe significativement aux dépenses ostentatoires observées au cours des cérémonies de sortie des générations de classes d'âge. Ces dépenses ostentatoires constituent une ressource sociale et une légitimité idéologique permettant aux nouveaux acteurs sociaux entrant dans le champ politique de structurer leurs positions sociales.

Ebléhounou (2014) analysant les logiques sociales des dépenses des femmes au sein des ménages aboutit au résultat selon lequel les dépenses réalisées par les femmes au sein du ménage activent un statut social valorisant qui structure des rapports de collaboration avec le conjoint.

En résumé, de nombreuses études mettent en perspective les dimensions relationnelles et culturelles des dépenses de consommation des ménages ou des groupes sociaux de référence ; autrement dit, de la finalité de la consommation. Très peu d'études mettent en perspective la structure sociale, les mécanismes de productions et les stratégies de réalisation de ces dépenses de consommation dans un contexte de rareté de ressources économiques et de précarité sociale. Dès lors, cette présente étude vise donc à déterminer la structuration sociale des dépenses de consommation des ménages de producteurs de cacao de la Côte d'Ivoire à travers une méthode mixte c'est-à-dire quantitative et qualitative mobilisant une approche phénoménologique.

Sur cette base, cette étude met en perspective plusieurs parties notamment (i) la présentation des caractéristiques socio-économiques et les revenu/dépenses globaux des ménages de producteur de cacao ; (ii) l'analyse de la grille des dépenses de consommation des ménages de producteurs de cacao, (iii) la détermination des mécanismes d'ajustement des dépenses des ménages de

³ Adjamé-Bingerville est un village du groupe ethnoculturel Ebrié situé au Sud de la Côte d'Ivoire précisément dans la localité de Bingerville qui est une ville périphérique à la métropole Abidjan.

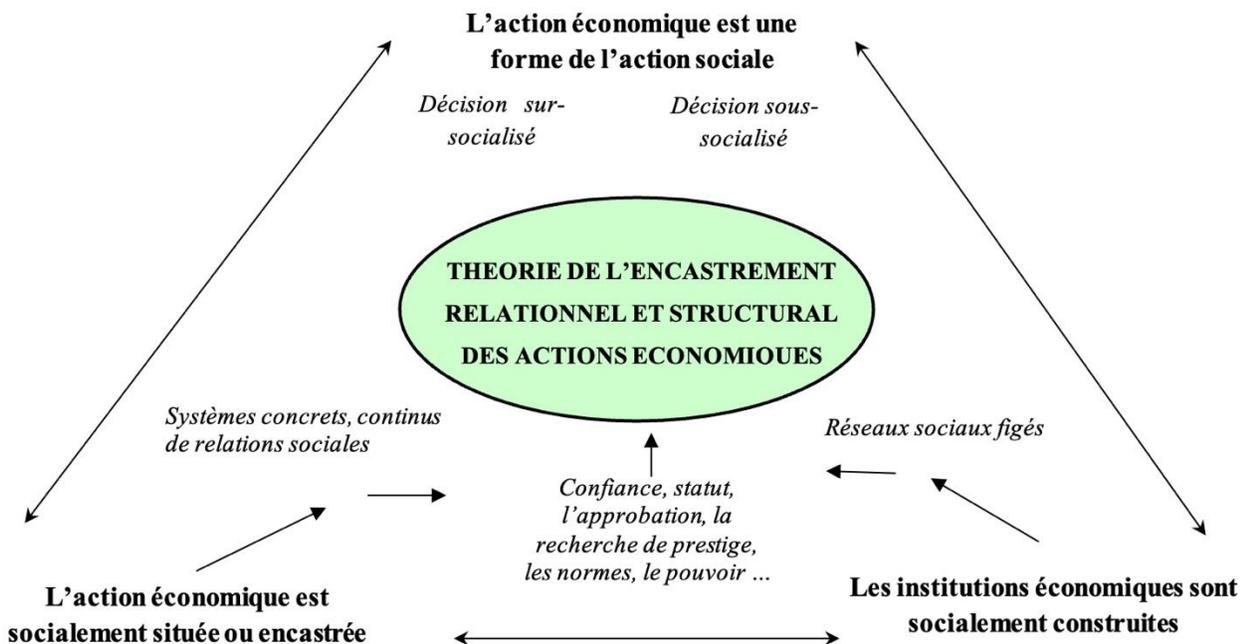
producteurs de cacao et (iv) les stratégies de résiliences adoptées par les ménages de producteurs de cacao durant les périodes dites de soudure

1. Matériels et méthodes

1.1. La théorie de l’encastrement relationnel et structural des actions économiques de Mark Granovetter

La mobilisation de la théorie de l’encastrement relationnel et structural des actions économiques (Granovetter, 1985, 1994) apporte un éclairage théorique des données empiriques de cette recherche scientifique. Concrètement, la dimension structurale de la théorie de l’encastrement permet de mettre en évidence les systèmes de relations sociales qui s’articulent autour des pratiques liées aux dépenses de consommation des ménages. Elle décrit les processus cognitifs liée à la mobilisation de stratégie de résilience des ménages et démontre par-là que les actions économiques d’épargne et de dépenses de consommation des ménages sont des activités sociales encadrées dans la structure sociale.

Figure N°1 : schéma théorique de l’encastrement relationnel et structural des actions économiques



Source_ : construction des auteurs, 2022

1.2. La phénoménologie comme approche méthodologique de base dans l'analyse de la structure sociale des dépenses de consommation

L'approche phénoménologique met en évidence les expériences vécues et la quotidienneté des acteurs et des groupes sociaux (Ribau et al, 2005). En effet, l'objectif visé par la mobilisation de la phénoménologie dans cette étude est d'explorer et de décrire le sens attribué à une expérience c'est-à-dire la compréhension, la perception et la conscience que les acteurs et les groupes sociaux ont du phénomène étudié. Cette étude est fondamentalement axée sur une approche mixte c'est-à-dire à la fois sur une approche qualitative et sur une approche quantitative. Elle s'est déroulée dans la zone cacaoyère de l'Est de la Côte d'Ivoire précisément dans le département d'Abengourou. Trois (3) villages (Amélékia, Sankadiokro et Aniassué) ont constitué les unités statistico-sociologiques de collecte de données. Les participants à cette étude ont été les producteurs chef de ménage âgés de plus de 18 ans disposant d'une exploitation cacaoyère comprise entre [1-5] Hectares. Trois (3) principaux outils de collecte de données ont été utilisés. Ce sont : le guide d'entretien semi-directif, le guide de focus group et le questionnaire ménage. L'échantillonnage qualitatif a mobilisé un modèle non probabiliste intentionnel de la saturation des données. Trente (30) ménages de producteurs ayant des expériences bien documentées en matière de dépenses de consommation ont été choisis. Soit dix (10) enquêtés par unité sociologique. À côté de cela, deux (2) focus group regroupant six (6) personnes ont été réalisés dans chacun des trois (3) villages d'enquête.

Tableau N°1 : Détermination de l'échantillonnage qualitatif par unité sociologique

<i>Localités villageoises choisies</i>	<i>Échantillonnage de l'enquête qualitatif</i>	
	<i>Entretiens individuels</i>	<i>Focus group</i>
<i>Amélékia</i>	10	2
<i>Aniassué</i>	10	2
<i>Sankadiokro</i>	10	2
TOTAL	36	

Source : Enquête auteurs, 2022

L'échantillonnage quantitatif quant à lui, a utilisé le modèle non probabiliste à choix raisonné ou proportionnel. En s'appuyant sur les données de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) local relative à la population mère estimée à 1406 ménages agricoles répartis dans les trois (3) unités statistiques d'enquête et compte tenu de l'importance

numérique de cette population, nous avons interrogé le nombre équivalent à 10% de cette population mère. La formule d'échantillonnage s'est présentée selon l'archétype suivant :

$$N = \frac{1}{10} \sum Y_{1...n} \quad \text{ou} \quad N = \frac{1}{10} \sum (Y_{\text{Amélékia}} + Y_{\text{Aniassué}} + Y_{\text{Sankadiokro}})$$

N étant le effectif de la population à enquêter ;

Y étant la population mère des ménages agricoles des unités statistiques d'enquête ;

n étant l'unité statistique d'enquête (village) ;

$\frac{1}{10}$ le coefficient directeur de proportion des ménages producteurs à enquêter par unité ;

10

Ce qui donne comme rapport numérique : $N = \frac{1}{10} (558 + 563 + 285)$

$N_{\text{enquêtés}} = 141$ ménages producteurs de cacao

La répartition de l'échantillon de l'enquête quantitative s'est opérée à travers la technique de quota de proportionnalité des populations mères de chaque unité statistique à enquêter. Ainsi, le tableau suivant mais en perspective l'échantillonnage par localité des enquêtés de la phase quantitative.

Tableau N°2 : Calcul de l'échantillonnage quantitatif par unité statistique

<i>Localités choisie</i>	<i>villageoises</i>	<i>Ménages agricoles</i>	<i>L'équivalent de 10% à enquêter par localité</i>	<i>Échantillon quantitatif par localité</i>
Amélékia		558	55,8	56
Aniassué		563	56,6	57
Sankadiokro		285	28,5	28
TOTAL ENQUÊTE				141

Source : Enquête auteurs, 2022

Au total 207 personnes ont participé à l'étude soit soixante-six (66) durant la phase qualitative et cent quarante-un (141) durant la phase quantitative.

Enfin, l'analyse de données, s'est opérée à deux niveaux. Au niveau qualitatif, à travers l'utilisation des méthodes d'analyse de contenu thématique, la méthode d'analyse structurale et la méthode d'analyse dialectique. Au niveau quantitatif, il s'agit de dresser une analyse descriptive des données avec le logiciel STATA 14.0. Des tableaux et des graphiques et d'analyse statistique

ont été édités et commentés. Le chapitre suivant présente les résultats de la structure de dépenses de consommation des ménages cacaoculteurs.

2. Résultats de l'étude

2.1. Présentation des caractéristiques socio-économiques et revenu/dépenses globaux des ménages de producteurs de cacao

Cette section est consacrée à la présentation de quelques caractéristiques socio-économiques ainsi que les revenus/dépenses des ménages enquêtés. Cette partie met en perspective la précarité socio-économique actuelle des ménages de producteurs de cacao.

2.2. Les caractéristiques socio-économiques des ménages de producteur de cacao

Tableau N°3 : Répartition des enquêtés selon leurs caractéristiques socio-démographiques

Caractéristiques socio-économiques des ménages de cacaoculteur enquêtés	Amélékia		Aniassué		Sankadiokro		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Type de construction habité par les ménages								
Villa moderne	4	7,1%	5	8,8%	2	7,1%	11	7,%
Maison simple	11	19,6%	8	14,0%	5	17,9%	24	17,0%
En bande	3	5,4%	4	7,0%	2	7,1%	9	6,%
Immeuble	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,%
Concession	37	66,1%	34	59,6%	15	53,6%	86	61,0%
Baraque	1	1,8%	6	10,5%	4	14,3%	11	7,8%
Type d'aisance utilisé par les ménages								
WC avec chasse	8	9,2%	5	7,5%	3	7,3%	16	8,2%
WC sans chasse	19	21,8%	19	20,3%	19	46,3%	57	29,2%
Latrines dans la cour	30	34,5%	26	38,8%	5	12,2%	61	31,3%
Latrines hors de la cour	12	13,8%	4	5,9%	9	22,0%	25	12,8%
Dans la nature	18	20,7%	13	19,4%	5	12,2%	36	18,5%
Principale source d'approvisionnement en eau								
Eau courante	15	26,8%	11	19,3%	10	35,7%	36	25,5%
Pompe villageoise	21	37,5%	14	24,6%	6	21,4%	41	29,1%
Puits	20	35,7%	31	54,4%	10	35,7%	61	43,3%
Sources, Rivières, Marigot	0	0,0%	1	1,8%	2	7,1%	3	2,1%
Principal mode d'éclairage dans les maisons								
Électricité	30	53,6%	29	50,9%	17	60,7%	76	53,9%
Électricité privée (groupe, panneau solaire)	14	25,0%	4	7,0%	4	14,3%	22	15,6%
Lampe torche	10	17,9%	16	28,1%	5	17,9%	31	22,0%
Lampe à pétrole	1	1,8%	1	1,8%	0	0,0%	2	1,4%
Feu de bois	1	1,8%	7	12,3%	2	7,1%	10	7,1%
Les sources d'énergie pour la cuisson des aliments								
Bois de chauffe	42	44,7%	49	57,6%	25	67,6%	116	51,3%
Charbon de bois	31	33,0%	25	29,4%	5	13,5%	71	31,4%
Gaz	16	17,0%	9	10,6%	7	18,9%	32	14,2%
Bourse d'animaux	5	5,3%	2	2,4%	0	0,0%	7	3,1%

Source : Enquête auteurs, 2022

L'analyse du tableau 3 indique que 48,9% des enquêtés sont propriétaires de leur logement contre 31,9% de vivant dans la maison familiale et 19,1% de ménages enquêtés vivant comme locataires. Les types d'aisance les plus utilisés sont les latrines dans la cour (31,3%) et les WC sans chasse (29,2%). Les principales sources d'approvisionnement en eau sont les puits (43,3%) et les pompes villageoises (29,1%), tandis qu'au niveau du mode d'éclairage dans les maisons, nous avons l'électricité (53,9%) et les lampes torches (22%). Le bois de chauffe (53,9%) et le charbon de bois (31,4%) constituent les premières sources d'énergie pour la cuisson des aliments. Les types d'aisance les plus utilisés sont les latrines dans la cour (31,3%) et les WC sans chasse (29,2%). Les principales sources d'approvisionnement en eau sont les puits (43,3%) et les pompes villageoises (29,1%), tandis qu'au niveau du mode d'éclairage dans les maisons, nous avons l'électricité courante (53,9%) et les lampes torches (22%). Le bois de chauffe (53,9%) et le charbon de bois (31,4%) constituent les premières sources d'énergie pour la cuisson des aliments.

2.3. Revenus/dépenses globaux des ménages de producteurs de cacao

Tableau N°4 : Répartition des enquêtés selon leurs revenus/dépenses globaux

Caractéristiques socio-démographiques des ménages		Revenu secondaire moyen des chefs de ménage	Revenu principal moyen issu du cacao des chefs de ménage	Revenu moyen d'autres acteurs du ménage	Revenus totaux moyens des ménages	Dépenses totales moyennes des ménages
Sexe	Masculin	394 342	1 981 681	214 353	2 590 376	2 666 084
	Féminin	165 781	985 352	421 199	1 571 893	1 844 289
Situation matrimoniale	Marié (e)/Union traditionnelle	407 197	1 946 584	385 450	2 739 231	2 908 989
	Célibataire avec enfants	314 412	852 838	294 823	1 462 073	1 900 916
	Célibataire sans enfants	135 667	1 049 190	215 311	1 400 168	1 547 804
	Séparé(e) / divorcé(e)	261 000	696 000	408 000	1 365 000	1 515 730
	Veuf/Veuve	118 636	1 078 191	42 835	1 239 662	1 870 758
Tranche d'âge	[19;30]	194 286	494 409	276 298	964 993	1 740 411
	[31;40]	265 520	760 612	648 868	1 675 900	2 389 886
	[41;50]	392 436	1 000 038	662 464	2 054 938	2 880 891
	[51;60]	562 333	1 164 925	381 417	2 108 675	2 888 204
	[60 et plus]	181 818	2 086 441	467 594	2 735 853	1 788 743
Niveau d'instruction	Sans niveau	251 711	1 430 060	610 326	2 292 097	2 090 136
	École coranique	314 286	1 338 737	152 380	1 805 403	2 175 728
	Primaire	213 103	1 508 563	684 635	2 406 301	2 297 571
	Secondaire général	373 320	1 542 859	651 191	2 567 370	2 722 803
	Secondaire tech / prof	689 000	1 483 000	734 200	2 903 200	3 267 600
	Supérieur	1 817 936	1 412 417	819 286	4 049 639	4 231 300

Groupes d'originaire	Allogène	707 237	1 327 934	226 563	2 261 734	2 120 930
	Autochtone	790 060	1 095 344	363 333	2 248 737	2 527 787
	Allochtone	518 537	956 608	319 026	1 794 171	2 529 592

Source : Données quantitatives thèse, TANOH 2016

On observe que le revenu global du ménage de cacaoculteur se construit autour de trois (3) grandes ressources. Un revenu principal du chef de ménage provenant de l'activité cacaoyère, un revenu secondaire du chef de ménage provenant des autres activités économiques (culture vivrière, production de rentes autre que le cacao, commerce, etc...) et le revenu d'un membre du ménage en occurrence le conjoint(e) qui participe à la consolidation des ressources financières du ménage. Ainsi, l'analyse du tableau 4 montre que dans l'ensemble les dépenses totales des producteurs de cacao sont plus élevées que leurs revenus totaux suivant les différentes catégories socio-démographiques. En effet, concernant le rapport revenus/dépenses suivant le sexe du chef de ménage, il ressort que les ménages dirigés par les hommes ont un revenu moyen annuel de 2 590 376 FCFA pour des dépenses de consommation atteignant 2 666 084 FCFA tandis que les ménages dirigés par les femmes ont obtenu en moyenne un revenu annuelle de 1 571 893 FCFA pour des dépenses globales estimées à 1 844 289 FCFA. En somme, l'analyse du rapport revenus/dépenses des ménages de cacaoculteur enquêtés suivant certaines caractéristiques socio-démographiques met globalement en perspective un écart significatif entre les revenus et les dépenses de consommation. En effet, les ménages de cacaoculteur dépensent plus qu'ils en gagnent. Les dépenses totales sont supérieures aux revenus globaux du ménage. Cette configuration s'observe à la fois chez l'homme et chez la femme chef de ménage. Sous ce rapport, l'écart entre les revenus et les dépenses apparaît négatif et le niveau d'épargne des ménages est décroissant.

3. Analyse de la structure globale des dépenses de consommation des ménages cacaoculteurs

L'étude de la structure globale des dépenses de consommation des ménages producteurs de cacao s'articule autour de cinq (3) catégories analytiques. La première concerne la hiérarchisation des dépenses de consommation des ménages, la seconde renvoie à la clé de répartition des dépenses de consommation au sein du ménage, la troisième est consécutive à la nature de la balance de la structure des dépenses de consommation, la quatrième catégorie identifie les mécanisme sociaux

d'ajustement de la structure des dépenses et enfin la cinquième traite des stratégies de résilience adoptées par les ménages afin de satisfaire aux dépenses de consommation des ménages.

3.1. Clé de répartition des dépenses de consommation des ménages cacaoculteurs

Dans cette partie, nous proposons une analyse de la clé de répartition du budget⁴ des ménages cacaoculteurs enquêtés pour la période 2015-2016 selon le sexe. Plus précisément, il s'agit de décrire d'une part les variations en Francs CFA et les écarts entre les principales catégories de dépenses en fonction du sexe du chef de ménage afin de saisir l'importance économique de chaque poste de dépenses de consommation dans le budget total des ménages cacaoculteurs et d'autres part de répartir selon le sexe des conjoints, les dépenses au sein du ménage.

3.1.1. Variation de la structure budgétaire en termes de revenu alloué aux dépenses selon le sexe du chef de ménage

Tableau N°5 : Variation des postes budgétaires de dépenses de consommation des ménages

Postes budgétaires de dépenses pour l'année 2015	Sexe du chef de ménage enquêté								
	Masculin			Féminin			Total		
	Effectif	Moyenne en FCFA	Écart-type	Effectif	Moyenne en FCFA	Écart-type	Effectif	Moyenne en FCFA	Écart-type
Alimentation	105	503.590	290.841	36	465.444	298.116	141	493.851	292.120
Santé	105	166.838	88.630	36	58.806	49.703	141	139.255	76.576
Éducation	90	209.956	249.217	34	189.471	238.964	124	204.339	245.653
Communication	104	57.014	54.305	36	34.628	38.923	140	51.258	51.606
Électricité	80	79.916	59.213	27	69.256	44.749	107	77.226	55.909
Eau	89	31.381	19.422	31	25.335	16.181	120	29.819	18.762
Logement	21	228.000	366.049	6	176.000	48.990	27	216.444	322.518
Transport	105	141.020	115.600	36	76.656	54.742	141	124.587	107.096
Loisir	91	147.031	126.565	24	81.121	66.378	115	133.276	119.411
Habillement	105	56.790	35.942	36	56.000	34.289	141	56.589	35.407
Dép. cérémonielles	96	153.419	226.488	35	118.857	80.660	131	144.185	198.553
Transfert d'argent	99	136.505	161.563	30	101.500	105.691	129	128.364	150.785

⁴ Cette analyse du budget des dépenses de consommation se fonde sur la déclaration d'allocation ou de ventilation accordée par chaque chef de ménage aux différents postes budgétaires. Ainsi, au cours des entretiens, les enquêtés ont évalué les montants en F CFA consacré à chaque poste de dépenses durant l'année 2015. Sur cette base, il pourrait y avoir des écarts non moins négligeables entre les montants déclarés par les chefs de ménage et les sommes réelles consacrées aux dépenses pour chaque poste de consommation. Aussi, durant l'enquête une grande partie des ménages ont réalisé des dépenses en particulier celles relatives à l'entretien de l'exploitation agricole sur la base de crédit contracté auprès des coopératives et de certains acteurs informels (pisteurs, prêteur sur gage, amis...). Du coup, ces dépenses effectuées sur base des revenus anticipés tendent à déséquilibrer le rapport revenu/dépense.

Dép. champêtres	104	165.813	116.898	36	134.139	99.481	140	157.668	113.186
Épargne	96	200.676	155.025	35	119.541	92.628	131	179.861	279.860

*Dép. = Dépenses

Source : Enquête auteurs, 2022

L'analyse verticale du tableau 5 montre que parmi les différentes positions des postes de budget, les dépenses de priorité économique représentent la première catégorie de postes de dépenses auxquelles les ménages consacrent plus de ressources. En effet, l'alimentation représente presque que le quart (soit 493 851 FCFA) du budget total annuel moyen (2 136 722 FCFA) des ménages cacaoculteurs. Ce poste de dépense constitue en termes de ressources économiques allouées le plus important dans la structure du budget. Vient ensuite le logement, l'éducation et les dépenses champêtres qui représente respectivement 216.444 FCFA, 204 339 FCFA et 157 668 FCFA du budget global annuel des ménages enquêtés. Ainsi, le cumul des dépenses d'alimentation, d'éducation et de logement représentent près de la moitié du budget total moyen. À contrario, les postes de dépenses dites de priorité sociale constituent la seconde catégorie de postes budgétaires les plus significatifs. En moyenne, les ménages cacaoculteurs enquêtés consacrent annuellement dans leur budget global 179 861 FCFA à l'épargne, 144 185 FCFA aux dépenses cérémonielles et de participations sociales, 139 255 FCFA à la santé et 128 364 FCFA aux transferts de fonds.

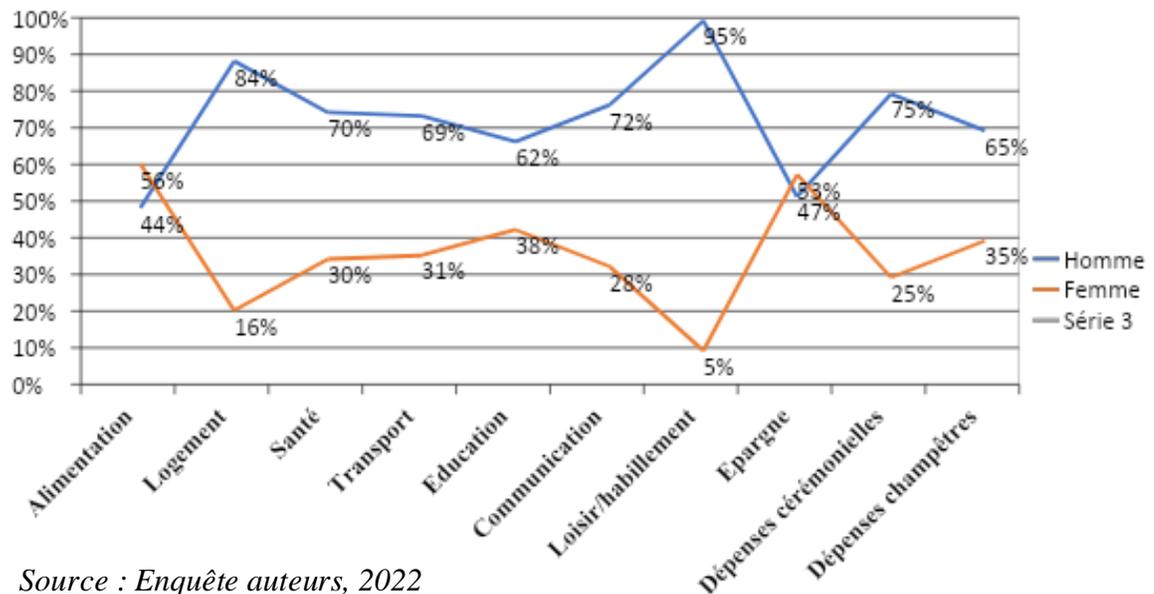
Quant à l'analyse horizontale du tableau 5 on observe globalement que quel que soit le poste de dépense de consommation, les ménages dirigés par les hommes allouent plus de ressources financières aux postes budgétaires que les ménages cacaoculteurs dirigés par les femmes. Toutefois, l'écart entre les montants consacrés par les femmes chefs de ménages à la réalisation des dépenses d'alimentation, d'éducation et d'habillement se rapproche sensiblement des montants alloués par les hommes. En effet, au niveau de l'alimentation, les femmes chefs de ménages enquêtées ont dépensé pour l'année 2015 en moyenne 465 444 FCFA tandis que les hommes enquêtés ont exécuté pour cette même année 503 590 FCFA de dépenses d'alimentation. S'agissant des dépenses d'éducation, les femmes consacrent annuellement 189 471 FCFA et les hommes 209 956 FCFA. L'écart est donc seulement de 20 485 FCFA.

En somme, on note que pour toutes les dépenses l'écart type est supérieur à la moyenne. Autrement dit, il y a une forte dispersion et variation des montants alloués par les ménages à chaque poste de

dépense. On observe que les analyses verticales et horizontales des postes budgétaires mettent en perspective, trois (3) postes centraux de dépenses de consommation en termes de revenu alloué. Ce sont l'alimentation, le logement et l'éducation. Aussi, quel que soit le poste de dépenses de consommation, les hommes chefs de ménage consacrent plus de ressources aux différents postes budgétaires que les femmes chefs de ménages.

3.1.2. Répartition des dépenses de consommation au sein des ménages de producteur de cacao

Figure N°2 : Répartition des dépenses entre conjoints au sein des ménages



Source : Enquête auteurs, 2022

La clé de répartition des dépenses au sein des ménages cacaoculteurs se fait principalement entre trois catégories de rapports familiaux : conjoint/conjointe ; chef de ménage/descendants de la famille nucléaire et chef de ménage/descendant famille élargie. Toutefois, le modèle le plus répandu est la clé de répartition conjoint/conjointe. Le décryptage des données montre une différence significative de comportement entre les conjoints dans la manière d'allouer les ressources (matériels et financières) du ménage aux différents postes de dépenses. Autrement dit, certaines dépenses sont principalement réalisées soit par le chef de ménage ou son (sa) conjoint(e) tandis que d'autres dépenses sont faites de manière conjointe. L'analyse de la figure 25 ci-dessous met en relief principalement trois (3) tendances constituant la clé de répartition des dépenses entre les conjoints. La première concerne une tendance des hommes à la quasi-réalisation des dépenses

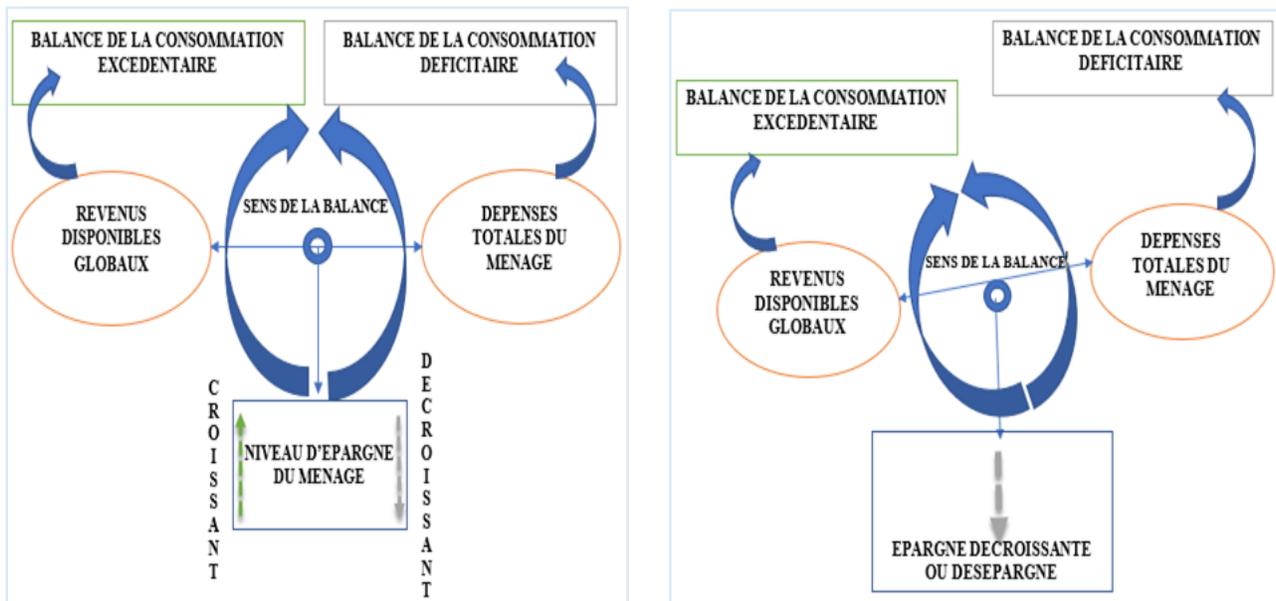
ostentatoires et de participations sociales du ménage. La seconde tendance renvoie à une propension des femmes à l'administration des dépenses primaires telles que l'alimentation, l'éducation et l'épargne. La troisième tendance est consécutive aux dépenses de consommation réalisées conjointement.

3.1.3. Une balance des dépenses de consommation des ménages cacaoculteurs déficitaire

Figure N°3 : La balance de la structure de consommation des ménages

3i) Balance de consommation des ménages en équilibre

3ii) Balance de consommation des ménages enquêtés



Source : Conception des auteurs, 2022

En effet, la figure 3(i) met en perspective une structure de la balance de consommation en équilibre. Autrement dit, un modèle parfait et idéal de réalisation d'équilibre structural et budgétaire entre les revenus disponibles globaux et les dépenses totales réalisées par un ménage. Alors que la figure 3(ii) montre dans la réalité concrète la structuration de la balance de consommation des ménages de cacaoculteur enquêtés qui présente un déséquilibre structural et de budget.

On observe à l'analyse de la figure 3(ii) que la balance de la consommation est déficitaire lorsque les revenus disponibles globaux du ménage sont strictement inférieurs aux dépenses totales du

ménage. C'est le cas de la structure de dépense des allochtones et des autochtones enquêtés. Cependant, cette balance de consommation est excédentaire quand les dépenses totales sont inférieures aux revenus globaux. C'est la situation des communautés d'allogène enquêtées. Dans ces deux perspectives, l'épargne des ménages selon la structure de la consommation acquiert une nature croissante (lorsque la balance est excédentaire) ou décroissante (lorsque la balance est déficitaire).

Ainsi, nous pouvons retenir que l'analyse globale de la structure de consommation des ménages de cacaoculteur montre dans l'ensemble une balance de consommation déficitaire. Même l'épargne mobilisée au cours de la grande campagne cacaoyère qui ne dure que trois (3) mois c'est-à-dire de Novembre à Janvier, est réinjectée en grande partie dans les dépenses des ménages notamment des dépenses d'alimentation, d'entretien du champ, de participations sociales et de loisir pour la satisfaction des ménages. Ce qui explique le caractère de désépargne systématique constaté chez les ménages producteurs de cacao. Un pan d'entretien de focus group réalisé avec les conjointes de cacaoculteurs dans le village d'Amélékia montre la nature déficitaire de la balance de consommation des ménages cacaoculteurs et le caractère de décroissance de leur épargne.

« (...) mon fils aujourd'hui nos dépenses ont tellement augmenté qu'on ne sait comment faire pour s'en sortir. Avant, ça allait un peu parce qu'il n'y avait pas d'école pour les enfants, à la maison, ils n'étaient pas nombreux et le champ de cacao rapportait assez. Mais maintenant, c'est très grave. Quand nos maris vendent le cacao, l'argent-là ne peut même pas faire trois mois. En Février, déjà l'argent est déjà fini. Même l'argent qu'on a mis de côté pour payer les engrais et les produits phytosanitaires est utilisé pour payer la nourriture. (...) ». Propos d'un participant au focus group des conjointes de cacaoculteurs à Amélékia.

4. Les mécanismes sociaux d'ajustement de la structure de dépenses de consommation des ménages cacaoculteurs

4.1. La pratique du crédit de tous genre comme moyen de régulation des dépenses de consommation des ménages

L'analyse du tableau 6 montre que les ménages de cacaoculteur, dans les trois localités visitées pratiquent le crédit en grande majorité (71,63% des enquêtés) contre seulement 28,37% qui n'ont

pas recours au crédit. L'accessibilité des ménages de cacaoculteur au crédit se fait selon deux (2) grandes modalités. La première concerne le mode d'accès au crédit le plus important c'est-à-dire le crédit en espèces (62,75% des enquêtés) et la seconde modalité renvoie au crédit en nature qui est composé d'intrants agricoles (18,63%), de matériels de production (7,84%), d'emprunt alimentaire (3,92%) et des appareils électroménagers (6,86%).

Tableau N°6 : La pratique du crédit par les ménages de producteur de cacao

La pratique du crédit par les ménages de cacaoculteur		VILLAGE							
		AMELEKIA		ANIANSSUE		SANKADIOKRO		Total	
		N	%	N	%	N	%	N	%
Contraction de crédit	Oui	45	80,36	39	68,42	17	60,71	101	71,63
	Non	11	19,64	18	31,58	11	39,29	40	28,37
	Total	56	100	57	100	28	100	141	100
Nature du crédit contracté par les ménages	Espèces	22	48,89	30	75,00	12	70,59	64	62,75
	Intrants agricoles	11	24,44	4	10,00	4	23,53	19	18,63
	Matériels de production	6	13,33	2	5,00	0	-	8	7,84
	Emprunt alimentaire	2	4,44	1	2,50	1	5,88	4	3,92
	Électroménagers	4	8,89	3	7,50	0	-	7	6,86
	Total	45	100	40	100	17	100	102	100

Source : Enquête auteurs, 2022

L'accès au crédit des ménages de cacaoculteurs sert principalement à l'achat d'intrants agricoles (27% des enquêtés) c'est-à-dire l'engrais, les produits phytosanitaires pour le traitement du verger ; à l'achat des produits alimentaires pour le ménages (25% des enquêtés) ; au paiement des frais de scolarisation et autres fournitures scolaires des enfants (16% des enquêtés) ; à régler les frais liés aux soins de santé (11% des enquêtés); aux dépenses d'autres cérémonielles liées aux activités religieuses ou communautaires ; à l'achat de biens mobiliers et immobiliers (9% des enquêtés) ; au paiement du salaire des ouvriers employés comme travailleurs dans l'exploitation agricole (2% enquêtés).

4.2. La division sociale du travail : un mécanisme socio-temporel de répartition et de satisfaction des dépenses de consommation

En milieu rural ivoirien, il existe une division sociale du travail. Cette division sociale du travail obéit à une répartition des tâches agricoles suivant une temporalité précise et en fonction du sexe

et du type d'activité. Ainsi, les hommes réalisent la culture du cacao et les autres cultures pérennes et les femmes⁵ s'adonnent à la culture des produits vivriers (manioc, piment, aubergine, gombo...). De ce fait, pendant la période de la campagne cacaoyère de novembre-décembre-janvier (grande traite) et de juin-juillet-août (petite traite), les dépenses du ménage sont en grande partie adossées au revenu de l'homme. Tandis que dans les périodes intermédiaires et de soudure, les dépenses du ménage, en particulier les dépenses alimentaires et d'éducation des enfants sont réalisées par les femmes grâce au revenu capté dans la vente des produits vivrières ou encore des petites activités commerciales exercées par les femmes.

En conséquence, cette répartition sociale du travail confine l'homme et la femme dans des rôles différenciés selon la temporalité sociale. Cette répartition socio-temporelle des dépenses de consommation entre l'homme et la femme au sein du ménage en milieu rural met en perspective une structuration des dépenses de consommation fondée en principe sur un rapport d'interdépendance entre les conjoints. Cette structuration particulière des dépenses des ménages s'origine d'une part dans le cycle annuel de production du cacao et d'autre part dans les modalités d'utilisation de la ressource foncière du ménage. En effet, les chefs de ménages, dès la fin du mois de Février qui marque à la fois la fin de la récolte et de la vente du cacao et le début des pluies de la nouvelle année, initient le désherbage de la plantation et des terres cultivables jouxtant la parcelle principale, pour permettre à leur épouse de semer les produits vivriers soit directement dans la parcelle de cacao soit dans une petite portion de terre mis à disposition par le chef de ménage. Ces cultures vivrières servent d'une part de produits de consommation alimentaire pour nourrir les membres du ménage et d'autre part de produits commerciaux pour permettre aux ménages d'avoir des ressources additionnelles pour la ventilation des autres postes de dépenses.

En somme, la division sociale du travail à travers les indicateurs de la répartition dans le temps et dans l'espace social des activités agricoles, le cycle annuel de production du cacao, les modalités d'utilisation de la ressource foncière du ménage, le rapport de collaboration entre les conjoints et la conception du rôle de l'homme et de la femme dans la communauté rurale, conduit à une

⁵ Dans la région de l'est de la Côte d'Ivoire, l'on observe une forte proportion des femmes en occurrence de l'ethnie Agni qui pratiquent la culture du cacao. Toutefois, dans leur grande majorité, les femmes sont confinées à la pratique des cultures vivrières comme source principale de leur revenu. Ces femmes ont hérité de leur défunt mari d'exploitation agricole notamment des vergers de cacaoyer.

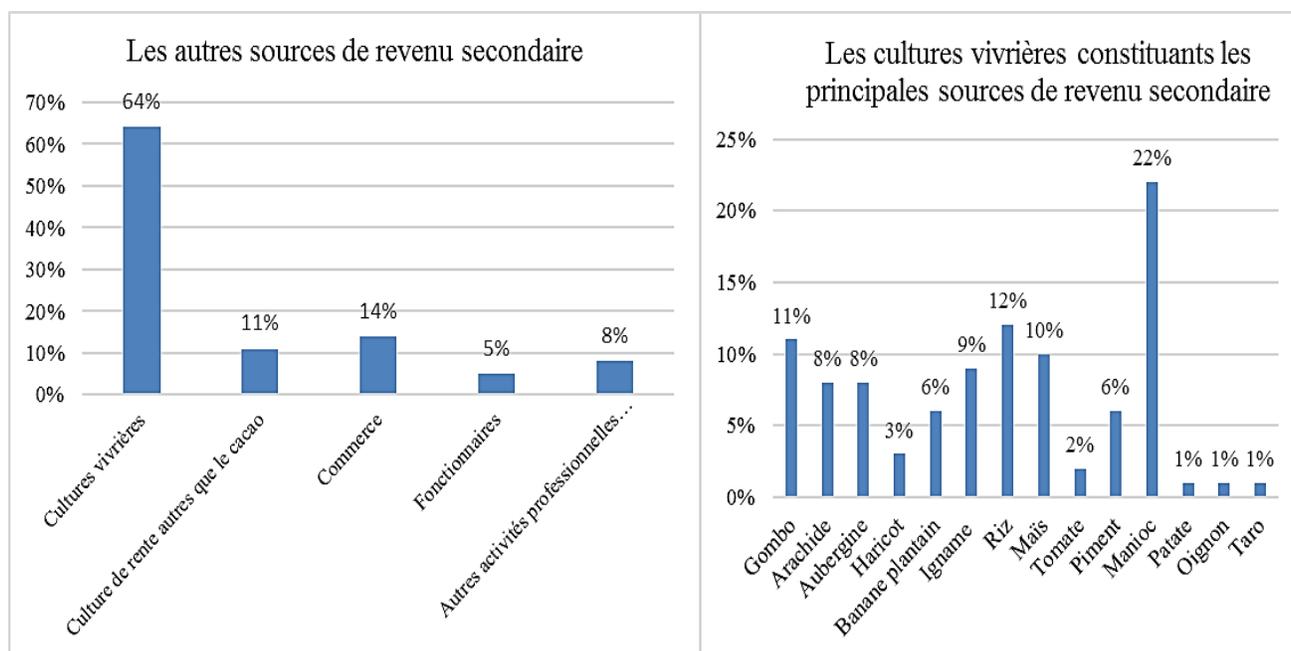
structuration diachronique des dépenses de consommation entre l'homme et la femme au sein du ménage.

5. Les stratégies de résiliences adoptées en vue de satisfaire aux dépenses de consommation des ménages cacaoculteurs

Face à l'insatisfaction dans la réalisation des dépenses de consommation, les ménages de cacaoculteur développent de nombreuses stratégies de résilience afin de satisfaire leurs membres. Ainsi, ces stratégies de résilience tournent principalement autour de i) la diversification des sources de revenu et ii) l'ajustement structurel du budget des dépenses de consommation.

5.1. La diversification des sources de revenu des ménages

Figure N°4 : Diversification des sources de revenu des ménages de cacaoculteur



Source : Données auteurs, 2022

L'analyse de la figure 4 laisse entrevoir principalement trois (3) sources de diversification de revenu pour les ménages. Ce sont : i) la pratique des cultures vivrières (64% des enquêtés) ; ii) le commerce (14% des enquêtés) et iii) les cultures de rentes autres que le cacao (11% des enquêtés). D'abord, au niveau de la première source de diversification des revenus c'est-à-dire les cultures vivrières, la culture du manioc (22% des enquêtés), le riz (12% des enquêtés), le gombo (11%) et

le maïs (10%) constituent les produits les plus cultivés par l'ensemble des ménages interrogés. Ces produits servent d'une part à l'autoconsommation du ménage et d'autre part comme première source de diversification du revenu des ménages. Cette source de revenu est essentiellement captée par les femmes. Ensuite, au niveau des cultures de rente autres que le cacao, elles concernent la culture de l'hévéa, du palmier à huile et du café. Ces cultures sont en majorité pratiquées par les hommes et constituent pour l'ensemble des ménages interrogés la deuxième source de diversification de revenu. Enfin, la pratique des petites activités commerciales telles que la restauration, la vente d'articles divers... constitue la troisième source de diversification des ménages. En comparaison avec le milieu urbain où les opportunités d'accroissement des sources de revenu pour le ménage peuvent s'inscrire dans plusieurs domaines d'activité, les possibilités en milieu rural se focalisent essentiellement autour d'un seul secteur, en l'occurrence le secteur agricole.

5.2. L'ajustement structurel du budget des dépenses de consommation du ménage de cacaoculteur

La deuxième stratégie de résilience adoptée par les ménages dans la satisfaction des dépenses de consommation s'articule autour de l'ajustement structurel du budget des dépenses de consommation. En effet, cette stratégie se perçoit à un double niveau. Tout d'abord, certains ménages modifient la structure des dépenses en réduisant voire supprimant la part consacrée à certains postes de dépenses en occurrence les dépenses de loisirs, de participations sociales (les transferts de fonds, les dépenses cérémonielles) et surtout les dépenses relatives à l'entretien du champ. Ainsi, la différence économisée est réinjectée dans d'autres dépenses dites incompressibles (alimentation, éducation).

Ensuite, au second niveau les ménages ajustent d'une part les habitudes de consommation aux ressources réelles et rabaisent leur propension à consommer en réduisant la qualité des produits de consommation d'autre part. Par exemple, au niveau de la consommation alimentaire pendant les périodes de réduction du revenu, les ménages choisissent de manière stratégique de dépenser dans la consommation de poisson fumé plutôt que de la viande ; dans la consommation de riz au détriment du foutou banane ou igname... Ainsi, les préférences alimentaires se voient réduites face à la contrainte budgétaire. Par ailleurs, ces ajustements dans la structure de dépense de

consommation des ménages traduisent aussi un type particulier de rapports sociaux dans lesquels les différents membres du ménage sont inscrits. En effet, ces pratiques d'ajustements structurels du budget mettent en perspective des mécanismes d'exclusion sociale de certains membres du ménage qui ne s'inscrivent pas dans le cercle de système de parenté rapproché. Autrement dit, les chefs de ménage se soucient beaucoup plus de la satisfaction restreinte de la famille nucléaire. Laissant ainsi à la débrouille du quotidien, les autres membres du ménage. Cet état de fait met en évidence une forme d'individualisation de plus en plus significative des ménages en milieu rural comme cela se perçoit dans les zones urbanisées.

En définitive, le résultat de tous ces mécanismes de résilience mise en œuvre par les ménages face à la cherté de la vie, à la précarisation constante du revenu des producteurs a pour conséquence sociale le bien-être des membres du ménage. Toutefois, certains ménages de cacaoculteur ont du mal à développer des stratégies de résilience pour les membres du ménage à la fois. Ainsi, certains membres surtout de la famille élargie sont exclus de ces mécanismes. Ce qui conduit de plus en plus à l'affaiblissement des solidarités traditionnelles des zones rurales qui fonctionne comme des filets de sécurité sociale pour les économiquement faibles et les disqualifiés sociaux des différentes familles, à la récession de la taille des familles, au déclassement des liens sociaux forts vers des liens sociaux faibles au sein de certains ménages, à l'accroissement de la vulnérabilité et de la précarité sociale pour certains membres des ménages dont les effets sociaux perceptibles dans ces zones rurales visitées sont la délinquance juvénile (consommation de drogue, d'alcool, la sexualité précoce et la criminalité dans ces communautés cacaoyères).

Discussion

L'analyse de la structure globale des dépenses de consommation des ménages producteurs de cacao montre une balance déficitaire. Autrement dit, les dépenses globales des ménages sont supérieures aux revenus totaux disponibles. Ce déficit structurel s'explique en grande partie par la conjugaison de deux phénomènes sociaux. D'une part, l'irrégularité et la très grande variabilité du revenu des ménages dépendent essentiellement de la nature même de l'activité cacaoyère (dont les revenus sont perçus six mois sur douze) associée à l'analphabétisme des producteurs induisent un manque de maîtrise de la planification budgétaire des dépenses sur toute l'année. Aussi, la dynamique du changement climatique tend à réduire considérablement la production des

producteurs, ce qui modifie considérablement la structure de revenu des cacaoculteurs comme le soulignent Ruf et Akpro (2008). Face à ce déficit observé dans la structure des dépenses de consommation, des ménages de cacaoculteur mettent en œuvre des mécanismes d'adaptation de l'équilibre de la structure des dépenses tels que la régulation du budget familial à travers la pratique du crédit dans les groupes d'appartenance et la division social du travail, mais aussi des stratégies de résilience qui se résument à la diversification des sources de revenu et surtout à l'ajustement structurel du budget afin de ramener le pouvoir d'achat du ménage aux dépenses incompressibles. Ce qui confirme les résultats de l'étude de Akindès (2001) concernant les ménages ivoiriens en situation de précarité et les différentes stratégies de résilience adoptées en vue de satisfaire les membres du ménage. Mais aussi, cela traduit en perspective l'encastrement social des décisions économiques des ménages selon la théorie de Granovetter.

Quant aux dépenses dites primaires telles que l'alimentation, l'éducation et les dépenses champêtres, elles constituent certes pour les ménages une priorité économique et des dépenses incompressibles. Cependant, comme le souligne Garabuau-Moussaoui et Kaufmann, ces dépenses de consommation des ménages, au-delà des aspects économiques traduisent des dynamiques relationnelles, identitaires et culturelles. Aussi, les résultats concernant le rapport homme/femme au sein du ménage montrant une plus grande allocation des revenus des femmes aux dépenses d'alimentation corroborent les études de Kegnide et Vodouhe (2023) dans le cadre de leur analyse sur les facteurs socio-économiques influençant l'autonomisation des femmes en milieu rural au Bénin. Néanmoins, à ressources égales et à revenu comparable, les femmes cacaoculteurs chefs de ménage pourraient consacrer une plus grande partie de leur budget à l'alimentation par rapport aux hommes. Ce qui rejoindrait donc la thèse de Susan G., (1988) s'agissant des ménages ruraux du Kenya, qui indique que « *lorsque ce sont les femmes qui tiennent le cordon de la bourse, l'argent va à une meilleure alimentation du ménage* ».

Enfin, les dépenses de consommation des ménages de cacaoculteur en général sont fortement corrélées au statut social du chef de ménage. Dans des études semblables, des chercheurs comme Ebléounou (2014) et Lida (2015) ont montré que les dépenses de consommation deviennent des moyens de revendication du statut social qui traduit une position dans le système de relation qui va au-delà de la sphère ménage (N'Doly, 2014 ; N'drin, 2014). L'interprétation des résultats sur

les motifs des différents types de dépense de consommation met en évidence une dimension ostentatoire dans certaines catégories de dépenses des ménages de cacaoculteur à savoir les dépenses cérémonielles, de participations sociales, de loisir et d'habillement qui sont essentiellement connoté à la masculinité. Cette consommation ostentatoire de certains ménages de cacaoculteur de l'Est de la Côte d'Ivoire décrit plus un effet d'appartenance à une classe sociale (Garabuau-Moussaoui, 1999) et un mode de vie (Herpin et Verger, 2000).

Conclusion

Au regard des différentes pistes de réflexion et d'analyse prospectées tout au long de cette étude, nous pouvons retenir les postulats selon lesquels la structure des dépenses de consommation des ménages est fortement déficitaire en termes de revenu alloué aux postes budgétaires. Toutefois, ce déficit semble se corriger par un ensemble bien défini de productions idéologiques, de mécanismes sociaux et de stratégies. Ces mécanismes sociaux se résument à la pratique du crédit et à la division sociale du travail. Quant aux stratégies de résilience, elles mobilisent la diversification des sources de revenu et l'ajustement structurel du budget pour faire face au période de fragilité économique.

En somme, la structure globale des dépenses de consommation des ménages cacaoculteurs est fortement déterminée par des opérateurs relationnels à savoir des représentations sociales et même le statut du chef de ménage. Cette détermination sociologique montre avec acuité la propension des aspects sociaux dans la régulation et l'équilibre de la structure des dépenses de consommation des ménages producteurs de cacao.

Dans cette perspective, il apparaît urgent de travailler sur la production de connaissances liée à la sécurisation du revenu cacaoyer des producteurs afin d'apporter les pistes de réflexion à l'équilibre structurellement de la balance des dépenses de consommation de ces ménages. L'autre question de recherche non moins prégnant à mettre en perspective de recherche par rapport à ce sujet concerne la retraite des exploitants agricoles notamment des producteurs de cacao qui apparaît comme une finalité en vue de créer les conditions d'émergence d'une nouvelle génération de producteurs.

BIBLIOGRAPHIQUE

Akindès F. (2001). Dynamique de la politique sociale en Côte d'ivoire. Politique sociale et développement Document du programme no. 8, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. ISSN 1020 8208. <https://digitallibrary.un.org/record/449857?ln=fr>

BCEAO (2014). « Étude Monographique sur la Filière Cacao dans l'UEMOA », Dakar, Juin.

Conseil Café-Cacao (2012). « Réforme de la filière Café-Cacao de Côte d'Ivoire », CCC, Présentation.

Conseil Café-Cacao (2014). « Vers la durabilité du secteur du cacao en Côte d'Ivoire : quelles pourraient être les contributions du GISCO ? » Communication du Directeur Général du CCC, Assemblée Générale du GISCO, Berlin

Eblehounou, K.N. (2014). *Les logiques sociales de participation des femmes aux dépenses de consommation des ménages à Etuéboué*. Mémoire de Master, Institut d'ethno-sociologie (IES), UFR des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS), Université Félix Houphouët Boigny.

Gnamien Y.P-E., (2008). *Libéralisation et pauvreté : le cas des producteurs de cacao de la Côte d'Ivoire*. Mémoire de maîtrise en administration des affaires, Université du Québec à Montréal

Garabua-Moussaoui, I., Taponier, S. et Desjeux, D. (1999). « L'impact de la personnalisation des numéros et des lignes téléphoniques sur les usages domestiques et les liens familiaux : l'exemple de l'expérimentation Call Porteur », *Actes du 2^{ème} Colloque International sur les usages et les services des télécommunications (SEE, IREST, ADERA)*, Arcachon, pp. 410-419.

Garabua-Moussaoui, I. (2003). Une anthropologie par la consommation. Sociétés, consommation et consommateurs : marketing et sciences sociales à la rencontre de la consommation, 41.

Granovetter, M. (1985). « Economic action and social structure: The problem of embeddedness », *American Journal of Sociology*, vol.91, n°3, p.481-510.

Granovetter, M. (1994). « Les institutions économiques comme constructions sociales : un cadre d'analyse », in Orléan (ed.), *Analyse économique des conventions*, p.79-94, PUF, Paris.

Herpin, N. et Verger, D. (2000). *La consommation des Français, T1 : Alimentation, habillement, logement ; T2 : Transports, loisirs, santé*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».

Kaufmann J.-C.. (2001) *Ego : Pour une sociologie de l'individu*, Nathan.

Kegnide, E.R. et G. Vodouhe, F. (2023). Facteurs socio-économiques influençant l'autonomisation des femmes en milieu rural au Bénin. *Revue Française d'Économie et de Gestion*. 4, 11 (nov. 2023). <https://www.revuefreg.fr/index.php/home/article/view/1361>



Labbe M. (2020). Le séminaire de statistique du Bureau prussien de statistique (1862-1900). Former les administrateurs à la statistique. *Electronic Journal for History of Probability and Statistics Journal Electronique d'Histoire des Probabilités et de la Statistique*. hal-02867796.

Lida, D.S. (2015). « Les enjeux des dépenses de participation chez les ménages à pourvoyeurs retraités. Étude de cas à Abidjan. *Les lignes de Bouaké-la-Neuve*, N°6.

Mauss, M. (1985). *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, coll. « Quadrige ».

N'Doly, C. (2012). *Libération et pauvreté dans les filières café et cacao en Côte d'Ivoire*, thèse unique de doctorat, Institut d'ethno-sociologie (IES), UFR des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS), Université Félix Houphouët Boigny.

N'Drin, D.R. (2014). *Les transferts de fonds et les dépenses de consommation des ménages migrant dans la sous-préfecture de Jacqueville*. Mémoire de Master, Institut d'ethno-sociologie (IES), UFR des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS), Université Félix Houphouët Boigny.

Tanoh, F. (2014). *Épargne et dépenses de consommation des ménages en milieu rural : cas du village d'Adjamé Bingerville dans la commune de Bingerville*. Mémoire de Master, Institut d'ethno-sociologie (IES), UFR des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS), Université Félix Houphouët Boigny.

Ribau, C., Lasry, J., Bouchard, L., Moutel, G., Hervé, C. et Marc-Vergnes, J. (2005). La phénoménologie : une approche scientifique des expériences vécues. *Recherche en soins infirmiers*, 81,(2), 21-27. doi:10.3917/rsi.081.0021.

Ruf, F. et Agkpo, J-L. (2008). « Étude sur le revenu et les investissements des producteurs de café et de cacao en Côte d'Ivoire ». Contrat-cadre Bénéficiaires – Lot 1 Développement rural et sécurité alimentaire, Agrisystems Consortium, Union Européenne, Rapport final.

Susan, G. (1988). *Jusqu'au cou : Enquête sur la dette du tiers monde*. Traduit de l'anglais par Pierre Saint-Jean et William Desmond, Editions la Découverte, Paris.